



# **- RÈGLEMENT LOCAL DE PUBLICITÉ DE GUÉTHARY -**

## **RÈGLEMENT**

Version soumise à l'approbation \_\_\_\_\_

## - PRÉAMBULE -

Le règlement local de publicité (RLP) de Guéthary comporte une seule zone composée de la partie agglomérée de la commune.

Ce règlement complète et adapte les dispositions du règlement national de publicité (RNP) figurant aux articles R.581-1 et suivants du Code de l'environnement. Les dispositions du RNP non expressément modifiées par le présent règlement demeurent applicables.

Conformément à l'article L.581-19 du Code de l'environnement, en agglomération, les préenseignes sont soumises au même régime que la publicité. En conséquence, les dispositions du règlement qui régissent la publicité en agglomération s'appliquent également aux préenseignes.

Hors agglomération, la publicité est interdite et les enseignes se conforment aux dispositions de la zone.

Figurent en annexe :

- L'arrêté municipal fixant les limites d'agglomération.
- Un document graphique faisant apparaître les dites limites d'agglomération.
- Un lexique.

# - CHAPITRE UNIQUE : DISPOSITIONS APPLICABLES À LA ZONE -

## ARTICLE 1 : DÉFINITION DE LA ZONE

La zone couvre la totalité de la partie agglomérée de la commune. Elle est repérée en ocre sur le plan annexé au présent règlement.

### Première partie : la publicité

Le règlement local de publicité déroge à l'interdiction de la publicité prévue au I de l'article L.581-8 du Code de l'environnement dans la partie agglomérée du Site patrimoniale remarquable (SPR). Par conséquent, la publicité installée dans le SPR est soumise aux règles définies ci-dessous.

## ARTICLE 2 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

La publicité, quel que soit le procédé employé, est par principe interdite à l'exception des dispositifs visés aux articles 3 et 4.

## ARTICLE 3 : PUBLICITÉ SUR PALISSADES DE CHANTIER

La publicité sur palissades de chantier est autorisée sous réserve qu'elle ne concerne que le projet objet du chantier et que sa surface unitaire n'excède pas 4 mètres carrés.

## ARTICLE 4 : PUBLICITÉ SUR CHEVALETS

La publicité installée directement sur le sol sous forme de chevalet est admise sous réserve d'avoir une hauteur inférieure à 1 mètre et une largeur inférieure à 0,70 mètre. Le chevalet est composé d'un encadrement en bois et son fond est de couleur noire. Lorsque l'activité cesse, le chevalet doit être retiré.

### Seconde partie : les enseignes

## ARTICLE 5 : DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Une enseigne ne doit pas, par ses dimensions, ses matériaux ou son implantation, porter atteinte à la composition, aux éléments d'architecture ou de modénature de la façade de l'immeuble où elle est installée. Ses couleurs doivent être en harmonie avec la façade.

Tout occupant d'un local commercial visible depuis une voie ouverte à la circulation publique ou, à défaut d'occupant, tout propriétaire doit veiller à ce que l'aspect extérieur de ce local ne porte pas atteinte au caractère ou à l'intérêt des lieux avoisinants notamment en s'assurant, lorsque l'activité signalée a cessé, que l'enseigne soit supprimée et que les lieux soient remis en état dans les trois mois de la cessation de cette activité.

## ARTICLE 6 : DISPOSITIFS INTERDITS

Sont interdits :

- les enseignes sur balcons.
- les inscriptions sur les parasols.
- les enseignes fixées sur les arbres.
- les enseignes numériques, ainsi que les enseignes à messages défilants.
- les surlignages des bâtiments au moyen de tubes néon.
- les rampes d'éclairage.
- les enseignes en toiture.

## ARTICLE 7 : ENSEIGNES APPOSÉES À PLAT SUR UN MUR OU PARALLÈLEMENT À UN MUR

3

L'enseigne est constituée de lettres découpées. Toutefois cette obligation est levée lorsqu'elle s'inscrit dans la largeur de la baie de l'établissement signalé. Lorsque l'établissement comporte plusieurs baies sur une même façade, une enseigne par baie et inscrite dans chacune d'entre elles peut être autorisée.

L'enseigne ne peut s'étendre sur plusieurs bâtiments.

Des enseignes supplémentaires peuvent être autorisées :

- Sur les stores, sous réserve que les inscriptions ne concernent que le nom du commerce ou du commerçant. La hauteur des inscriptions ne dépasse pas dans ce cas 0,30 mètre.

- Pour les dispositifs comportant des indications pratiques, telles que les horaires d'ouverture ou les moyens de paiement. Leur surface ne doit pas excéder 0,40 mètre carré.

Lorsque l'activité ne s'exerce qu'au rez-de-chaussée, l'enseigne est installée dans la hauteur du rez-de-chaussée. Il peut être dérogé à cette règle en cas d'impossibilité technique ou si un emplacement spécifique pour les enseignes a été prévu lors de la conception du bâtiment.

Lorsque l'activité s'exerce en étage, une enseigne peut être installée dans la largeur de la baie ou sur les stores sous réserve que la hauteur des inscriptions ne dépasse pas 0,30 mètre. Une plaque dont le format est 0,20 mètre x 0,30 mètre peut être apposée au rez-de-chaussée, près de la porte d'entrée. En cas de pluralité d'activités, leur indication doit être regroupée sur une seule plaque qui ne pourra excéder 0,60 mètre x 0,90 mètre. Toute autre enseigne est interdite.

Les enseignes appliquées sur les surfaces vitrées ou positionnées à l'arrière de celles-ci ne peuvent occuper que 15 % de ces surfaces vitrées.

**ARTICLE 8 : ENSEIGNES PERPENDICULAIRES AU MUR QUI LES SUPPORTE**

Les enseignes sont limitées à un dispositif par établissement, placées en limite de devanture et sous l'appui des baies du 1<sup>er</sup> étage. Lorsque l'établissement est à l'angle de plusieurs rues, un dispositif par façade est admis.

Les dimensions maximales de l'enseigne sont de 0,70 mètre x 0,70 mètre et leur épaisseur maximum de 0,1 mètre.

**ARTICLE 9 : ENSEIGNES SCÉLÉES AU SOL OU INSTALLÉES DIRECTEMENT SUR LE SOL**

La surface des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol est comprise entre 1 mètre carré et 2 mètres carrés. Leur hauteur est limitée à 3 mètres au-dessus du niveau du sol.

Toutefois, aux abords de la RD810, la surface est portée à 6 mètres carrés et la hauteur à 4 mètres. Dans ce cas, la hauteur des enseignes scellées au sol ou installées directement sur le sol est au minimum supérieure à 2 fois leur largeur, de manière à représenter un totem.

**ARTICLE 10 : ENSEIGNES SUR LES MURS DE CLÔTURE ET LES CLÔTURES, AVEUGLES OU NON**

Une seule enseigne est autorisée sur les murs de clôture et les clôtures, aveugles ou non. Ses dimensions maximales sont de 0,40 mètre x 0,60 mètre.

**ARTICLE 11 : ENSEIGNES TEMPORAIRES**

Les enseignes temporaires peuvent être installées une semaine avant le début de la manifestation ou de l'opération qu'elles signalent et doivent être retirée trois jours au plus tard après la fin de la manifestation ou de l'opération. Leur surface est limitée à 4 mètres carrés.

**ARTICLE 12 : PRÉENSEIGNES TEMPORAIRES**

Les préenseignes temporaires sont interdites à l'exception de celles signalant des manifestations culturelles ou sportives concernant le village. Leurs dimensions maximales sont de 1 mètre x 1,50 mètre.

**ARTICLE 13 : EXTINCTION NOCTURNE**

Les enseignes lumineuses sont éteintes entre 23 heures et 7 heures, lorsque l'activité signalée a cessé.

Lorsqu'une activité cesse après 22 heures, les enseignes sont éteintes au plus tard une heure après la cessation d'activité de l'établissement.

Lorsqu'une activité commence avant 8 heures, les enseignes peuvent être allumées une heure avant la reprise de cette activité.

Il peut être dérogé à ces obligations d'extinction lors d'événements exceptionnels définis par arrêté municipal.